

Finance et démocratie : une longue histoire

Nicolas Delalande Décembre 2019

<https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/actualite/C3%A9s/finance-et-democratie-une-longue-histoire/4493>

La finance est souvent pointée du doigt comme responsable de la montée actuelle des inégalités. Les gouvernants sont accusés d'être incapables de lutter contre elle, ce qui pousse les citoyens à une remise en cause des institutions démocratiques. Pourtant, le chercheur Nicolas Delalande montre que les relations conflictuelles entre États, peuples et finances ne datent pas d'hier. Analyse.

Survenue il y a plus de dix ans, la crise de 2007-2008 a ébranlé le système économique mondial. Au-delà de ses effets sur le niveau de vie et le bien-être des populations, ce sont aujourd'hui ses conséquences politiques qui retiennent l'attention. Discrédit des partis traditionnels, montée des mouvements populistes d'extrême droite, révoltes sociales : tout indique que la légitimité des régimes démocratiques est vacillante.

Tensions entre finance et démocratie : aux origines du capitalisme

Une des raisons structurelles de la défiance démocratique la plus souvent mise en avant tient à l'incapacité des gouvernements à répondre aux attentes des populations, en termes de pouvoir d'achat, d'emploi ou de réduction des inégalités. Pour le sociologue allemand Wolfgang Streeck (1), cette impotence découle d'un divorce croissant, et irrémédiable, entre la démocratie et le capitalisme financier : soumis à deux types de demandes contradictoires, celles des électeurs et celles des marchés, les gouvernants seraient tombés dans une dépendance presque totale vis-à-vis des seconds, dépendance expliquant la colère des premiers. Comment croire aux vertus de la démocratie si les investisseurs internationaux ont la possibilité, par leurs stratégies d'achat et de vente de titres, de réduire à néant les choix légitimement formulés dans les urnes, comme cela a pu sembler être le cas en Grèce ou dans d'autres pays de la zone euro au cours des années récentes ?

En réalité, cette opposition entre finance et démocratie a des racines historiques qui remontent aux origines du capitalisme et de la modernité démocratique. Ceux qu'on appelait, sous l'Ancien Régime, les « financiers » n'ont jamais eu bonne presse. Les monarchies des XVIIe et XVIIIe siècles dépendaient d'eux pour emprunter des fonds et collecter les impôts. Les rois pouvaient certes répudier leurs dettes et congédier les financiers, ils ne devaient pas moins négocier avec eux pour continuer à trouver les précieuses recettes sans lesquelles aucune guerre ne pouvait être durablement soutenue. À la veille de la Révolution française, les « fermiers généraux », parmi les hommes les plus riches du royaume, suscitaient la vindicte populaire, à tel point qu'un contrebandier comme Louis Mandrin, en guerre ouverte contre les agents des Douanes dans les années 1750, faisait figure de héros aux yeux des populations révoltées par l'injustice des prélèvements.

Au Royaume-Uni, malgré la « révolution financière » de la fin du XVIIe siècle qui vit la création de la Banque d'Angleterre (1694) et l'essor de la City, les milieux de la finance étaient aussi sous le feu des critiques. Dans les années 1760-1770 émergea une critique radicale des privilèges

oligarchiques que détenaient les élites de la terre et de l'argent, au détriment du peuple et des travailleurs. Dans un régime de suffrage censitaire, aux mains des deux grands partis, les whigs et les tories, le Parlement manquait à sa mission première de représentation des intérêts de la nation anglaise. Les radicaux, favorables à la démocratisation du système politique britannique, voyaient dans la dette publique, d'un montant colossal au début du XIXe siècle (plus de 200 % du revenu annuel britannique à l'issue des guerres napoléoniennes), un mécanisme d'extorsion de fonds par lequel les rentiers (les obligations d'État étaient à l'époque les titres financiers les plus répandus) s'enrichissaient sur le dos des contribuables, lourdement taxés via des impôts sur la consommation.

Une progressive démocratisation de la finance... qui ne met pas fin aux suspicions

La démocratisation progressive des institutions au cours du XIXe siècle ne mit pas fin à la suspicion qu'engendrait le monde de la finance et de la banque, bien au contraire. Les grandes maisons de la « Haute Banque », au premier rang desquels les Rothschild et les Baring, devinrent les interlocuteurs privilégiés de tout État soucieux de gagner la confiance des marchés et de soigner sa réputation d'emprunteur fiable. Elles y gagnèrent de juteux profits, mais aussi de solides inimitiés, de plus en plus souvent utilisées dans le champ politique par ceux qui entendaient, tant à droite qu'à gauche, critiquer les dérives oligarchiques des sociétés démocratiques.

En France, à la fin du XIXe siècle, la dénonciation du capitalisme financier était très ancrée dans les milieux socialistes et pouvait, à l'occasion, prendre des accents antisémites, comme dans les nombreux pamphlets publiés à l'époque contre les « féodalités financières ». A titre d'exemple on peut citer *Les Juifs, rois de l'époque. Histoire de la féodalité financière* d'Alphonse Toussenel (1845) ou *Les Rois de la République* d'Auguste Chirac (1883). Les adversaires de droite de la République vilipendaient quant à eux l'affairisme d'un régime supposé être aux mains de la franc-maçonnerie, des juifs, et de la « finance internationale ».

Pour remédier à cette opposition en apparence insurmontable entre le monde de la finance et la légitimité démocratique, certains s'engagèrent à « démocratiser » la finance, pour la rapprocher des populations et convaincre de ses bienfaits. Paradoxalement, en France, c'est un régime illibéral, le Second Empire, qui le premier s'efforça d'élargir le cercle des détenteurs de la dette publique. Alors que se multipliaient, dans les années 1850-1860, les conflits (guerres de Crimée, d'Italie et d'Autriche) et leurs coûts faramineux, les autorités décidèrent de vendre les titres de rente directement au public, sans passer par les intermédiaires habituels. Il s'agissait, dans leur esprit, d'obtenir la confiance des épargnants au travers de véritables « plébiscites financiers », inspirés de la théorie plébiscitaire, au fondement de la conception bonapartiste de la souveraineté populaire.

La République reprit à son compte ce modèle : l'assentiment des populations devait s'exprimer à la fois dans les urnes et dans les portefeuilles. Au début du XXe siècle, les défenseurs de ce modèle en étaient convaincus : le succès de la République dépendait de sa capacité à s'appuyer à la fois sur la démocratisation du suffrage (masculin) et de celle de la Bourse. Plusieurs millions d'épargnants détenaient alors une part de la dette publique, même si celle-ci était très inégalement répartie. Sur le plan idéologique, cette diffusion de la rente devait accréditer l'existence d'une véritable « démocratie financière ». L'argent placé à l'étranger, dans des titres d'État, des obligations de

compagnies minières ou de sociétés de chemins de fer, servait en outre les desseins d'un impérialisme colonial désormais étendu aux quatre coins du globe.

Avec les deux guerres mondiales, ce phénomène d'extension du cercle des détenteurs de la dette publique devint la norme dans de nombreux pays. On attendait des citoyens non seulement qu'ils soutiennent l'effort de guerre par leurs engagements politiques et militaires, mais aussi par leurs comportements économiques et financiers. Aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne ou en Russie, l'achat d'obligations d'État fut présenté comme un nouveau devoir patriotique, signe d'une loyauté sans faille et d'une confiance dans l'avenir. Lorsque l'engagement volontaire ne suffisait plus, la coercition et la pression sociale faisaient le reste. Comme l'a montré l'historienne Julia Ott (2), la légitimation par l'État fédéral américain du lien entre dette publique et citoyenneté fut ensuite utilisée dans les années 1920 par les milieux de Wall Street pour justifier le rôle social de la finance privée, présentée comme un lieu favorable à l'accomplissement des libertés individuelles et des rêves de prospérité. Jusqu'à ce que la crise de 1929, et ses faillites en chaîne, révèlent le caractère illusoire de cette promesse, dont les effets ne pesaient pas sur tous de manière équitable.

Crise des années 30 : une tentative de régulation unique dans l'histoire ?

L'intervention de l'État pour réguler les activités financières devint, à partir des années 1930-1940, un nouvel impératif, à la fois politique et économique. C'est cet équilibre fragile et temporaire, directement lié aux effets des guerres et de la Grande Dépression, qui donna naissance au capitalisme régulé ou « encadré » des années 1950-1960, contemporain de l'expansion de la forme démocratique, dans le sillage de la guerre froide et du déclin des empires. Mais plus le temps passe, et plus cet épisode fait figure d'exception à l'échelle de l'histoire longue du capitalisme. La financiarisation de l'économie et des sociétés entamée dans les années 1970, par ailleurs bien analysée par les sociologues et les économistes, a ré-ouvert le fossé, grandissant, entre finance et démocratie. Tel est le défi, scientifique et politique, auquel nous sommes confrontés, dans un monde rendu plus vulnérable par l'épuisement des ressources et le creusement des inégalités.

[Nicolas Delalande](#), Associate Professor et chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po, consacre ses recherches à l'histoire de l'État, des inégalités et de la solidarité en Europe aux XIXe et XXe siècles. Il a notamment publié [La Lutte et l'Entraide. L'âge des solidarités ouvrières](#) (Seuil, 2019), [Les Batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1789 à nos jours](#) (Seuil, 2011 et nouv. éd., 2014) et coordonné avec Nicolas Barreyre *A World of Public Debts. A Political History* (Palgrave MacMillan, à paraître en 2020). [Voir toutes ses publications](#).

Notes et références

(1) Wolfgang Streeck – [Du temps acheté : La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique](#), Gallimard, 2014.

(2) Julia Ott, [When Wall Street Met Main Street: The Quest for an Investors' Democracy](#), Harvard University Press, 2011.

Abonnez-vous à nos newsletters :

- "[Une semaine à Sciences Po](#)" : chaque vendredi, le meilleur de Sciences Po
- [Cogito, la lettre de la recherche](#) à Sciences Po